

Convention collective de travail du 19 décembre 2018, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière, portant modification de la convention collective de travail du 28 juin 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social

Chapitre 1 : Champ d'application

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie hôtelière.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par travailleurs, les travailleurs masculins et féminins.

Chapitre 2 : Modification de la convention collective de travail du 28 juin 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social

Art. 2. Dans la convention collective de travail du 28 juin 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie hôtelière, enregistrée sous le numéro 110552/CO/302, et modifiée à plusieurs reprises, les notions « l'âge final » et « l'échéance » seront remplacées par « l'âge de la retraite ».

Art. 3. Dans la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 3.1.2 est remplacé comme suit:

"3.1.2. La date d'affiliation : date à laquelle l'affilié est affilié au plan de pension sectoriel."

Art. 4. Dans la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 3.1.14 est remplacé comme suit:

"3.1.14. Travailleurs : les travailleurs masculins et féminins, désignés dans le code Dmfa par le code travailleur 011, 015, 024, 484 ou 0495 (à l'exception des élèves qui appartiennent à une de ces catégories à partir du 1er janvier de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 19 ans) et occupés par les employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et désignés dans le code Dmfa par la catégorie d'employeurs 017, à l'exclusion des travailleurs occasionnels."

Art. 5. Dans la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 5.2.2 est remplacé comme suit:

"5.2.2. Pour les régimes de pension complémentaire avec des engagements de type "contributions définies", l'équivalence est mesurée à l'appui de la contribution patronale par travailleur la plus basse telle qu'elle est définie dans le règlement de pension du plan d'entreprise. Jusqu'au 31/12/2018, la date d'affiliation à ces régimes est au plus tard le premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel l'affilié atteint l'âge de 23 ans. A partir du 1/1/2019, la date d'affiliation est le premier jour de l'emploi."

Chapitre 3 : Modification des annexes à la convention collective de travail du 28 juin 2012 instaurant le régime de pension sectoriel social

Art.6. Dans les annexes à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, à l'exclusion de l'annexe 6, les notions « l'échéance normale » et « l'échéance » seront remplacées par « l'âge de la retraite ».

Art. 7. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail (règlement de pension) le paragraphe suivant est ajouté au point 3: "La retraite de l'affilié exclut son affiliation ou le maintien de son affiliation au régime de pension sectoriel, à l'exception de l'affilié qui au 1^{er} janvier 2016 était déjà affilié au régime de pension sectoriel en tant que retraité."

Art. 8. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 4 est remplacé comme suit:

"4 Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Pour les affiliés qui sont sortis avant le 1/1/2019, les réserves qui sont constituées sur les comptes individuels sont acquises par l'affilié si celui-ci a travaillé pendant au moins 220 jours, pas nécessairement consécutifs, sur une période de douze trimestres consécutifs.

Pour les affiliés qui sont encore en service au 31/12/2018 et qui à ce moment ne remplissent pas encore la condition reprise à l'alinéa précédent, cette condition est considérée comme remplie au 1/1/2019 s'ils sont encore en service au 1/1/2019.

Pour les affiliés entrés en service après le 31/12/2018, les réserves qui sont constituées sur les comptes individuels sont acquises immédiatement.

Un affilié ayant obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui devient ensuite à nouveau affilié est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié ayant choisi de transférer ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui devient ensuite à nouveau affilié, est considéré comme un nouvel affilié.

Le rachat des droits acquis avant l'âge de la retraite, l'anticipation, les avances sur les contrats et en nantissement ne sont pas autorisés.

Si l'affilié ou son (ses) ayant(s) droit n'a (n'ont) pas droit aux réserves constituées sur les comptes individuels, ces sommes seront versées dans le fonds de financement."

Art. 9. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 7.1 est remplacé comme suit:

"7.1 L'âge de la retraite

L'âge de la retraite, à laquelle le montant constitué sur le compte individuel de pension devient exigible et peut être converti en rente, est fixée au premier jour du mois qui suit le 65^e anniversaire de l'affilié.

La liquidation à l'âge de la retraite ne peut avoir lieu qu'à condition que l'affilié prenne effectivement sa pension légale."

Art. 10. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 7.2 est remplacé comme suit:

"7.2 Continuer à travailler après 65 ans ou report de l'âge de la retraite

Si à l'âge de la retraite, l'affilié actif n'a pas encore pris sa pension légale et reste en service auprès de son employeur, la prime de pension reste due tant qu'il reste en service, et un nouvel âge de la retraite est fixé en prolongeant à chaque fois d'un an l'âge de la retraite antérieur.

Le report individuel de l'âge de la retraite aura lieu suivant les tarifs qui sont d'application à la date du report, tels qu'ils ont été introduits par la compagnie d'assurance auprès de l'autorité de contrôle compétente.

L'affilié obtiendra alors la liquidation de son compte pension

- lorsqu'il prendra sa pension légale
- ou lorsque son contrat de travail avec l'employeur prendra fin.

Pour l'affilié qui est sorti avant l'âge de la retraite et a laissé sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension (le dormant), sauf application du point 7.3, la liquidation a toujours lieu à l'âge de la retraite, indépendamment du fait qu'il continue ou non à travailler après cette date."

Art. 11. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 7.3 est remplacé comme suit:

"7.3 Liquidation anticipée

L'affilié peut obtenir la liquidation anticipée des droits de pension au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans et pour autant qu'il ne soit plus en service auprès d'un employeur auquel le régime de pension sectoriel social est applicable, dans les circonstances suivantes :

- l'affilié prend sa pension légale anticipée
- l'affilié remplit les dispositions transitoires en ce qui concerne le moment du paiement, telles que reprises dans la loi du 18 décembre 2015 visant à garantir la pérennité et le caractère social des pensions complémentaires et visant à renforcer le caractère complémentaire par rapport aux pensions de retraite

La liquidation anticipée entraîne l'extinction du droit à une liquidation en cas de décès avant l'âge de la retraite."

Art. 12. Au point 9 de l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les changements suivants sont apportés :

- le point 9.1 est remplacé par « La sortie est réputée avoir lieu dans les situations prévues à l'article 3§1, 11° a) de la LPC étant entendu que la sortie est réputée avoir lieu en cas de fin du contrat de travail avec un employeur soumis au présent règlement de pension, pour une autre raison que le décès ou le fait d'atteindre l'âge de la retraite, à moins que, dans les deux trimestres, l'affilié reprenne le travail auprès d'un employeur auquel le présent règlement de pension est applicable. »
- dans les points b et c du point 9.2, après "soit transférer les réserves acquises", les mots suivants sont insérés à chaque fois : "(y compris quand celles-ci sont égales ou inférieures à 150 euros)".

Art. 13. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 18.2 est remplacé comme suit:

"18.2 Information annuelle

Fiche de pension

Chaque année, l'organisme de pension envoie une fiche de pension sur papier ou électronique à chaque affilié actif. Au plus tard en 2020 la fiche de pension ne sera consultable que de façon électronique par l'affilié actif qui maintient le droit de demander une fiche sur papier.

Chaque année une fiche de pension électronique est mise à disposition aux dormants.

La fiche de pension contient les informations suivantes :

Informations générales

la mention de l'affilié concerné avec son numéro de registre national, la mention de l'organisateur sectoriel avec son numéro d'entreprise, la mention de l'organisme de pension avec son numéro d'entreprise, la mention du plan de pension concerné par la fiche

Partie 1 :

- le montant des réserves acquises au 1^{er} janvier. Ce montant est scindé en plusieurs éléments :
 - o le montant des réserves acquises au 1^{er} janvier constituées avec les cotisations de l'employeur
 - o le montant des réserves acquises au 1^{er} janvier constituées avec les cotisations des travailleurs
- si le montant obtenu sur la base de la garantie de rendement légal est supérieur au montant des réserves acquises, la fiche de pension mentionnera également le montant de la garantie de rendement. Dans tous les cas, l'affilié a droit au montant le plus élevé des deux ;
- le montant des prestations acquises au 1^{er} janvier, pour autant qu'il soit possible de le calculer ;
- l'âge de retraite défini dans le règlement de pension et sur la base duquel les droits de pension complémentaire sont calculés ;
- la date de recalcul ;
- une estimation de la prestation à l'âge de la retraite (également appelée prestation estimée) ;
- le montant de la prestation en cas de décès avant l'âge de la retraite au 1^{er} janvier ;
- le fait qu'une rente d'orphelin est ou non prévue dans le plan de pension ;
- s'il y a une prestation complémentaire en cas de décès par accident.

Partie 2 :

- le niveau actuel de financement des réserves acquises et la garantie de rendement. Ces informations indiquent si vos droits de pension complémentaire sont entièrement financés ;
- le montant des réserves acquises de l'année précédente ;
- les éléments variables qui sont pris en compte pour le calcul des réserves acquises et des prestations acquises ;
- à qui vous pouvez demander le règlement de pension : à l'organisme de pension ou à l'organisateur sectoriel ;

- la mention que les données relatives à la pension complémentaire peuvent être consultées via le site web www.mypension.be.

Aperçu historique

Sur simple demande de l'affilié, l'organisme de pension communique un aperçu historique du montant des réserves acquises et, si le montant obtenu sur la base de la garantie de rendement légal est supérieur au montant des réserves acquises, le montant de la garantie de rendement légal.

Information concernant la prestation à escompter

Pour tous les affiliés à partir de 45 ans, l'organisme de pension communique au moins tous les 5 ans le montant du capital escompté à l'âge de la retraite. Cette communication ne vaut pas notification d'un droit à une pension complémentaire. "

Art. 14. Dans le point 19 de l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, la partie suivante est supprimée : « les réserves auxquelles l'affilié ne peut pas prétendre ».

Art. 15. Dans l'annexe 3 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 20 est remplacé comme suit:

"20 Application de la loi relative à la protection de la vie privée

Le Fonds Deuxième Pilier et ses fournisseurs de service externes doivent traiter les données à caractère personnel des affiliés et de leurs bénéficiaires en vue de l'exécution du présent plan de pension et afin de remplir les obligations légales conformément à la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires (LPC). Ce traitement se fait conformément la législation applicable, entre autre le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD ou GDPR).

Le traitement des données à caractère personnel se fait seulement pour les objectifs de gestion et d'exécution du plan de pension cités précédemment.

Dans ce contexte, le Fonds Deuxième Pilier, en tant qu'organisateur, a le statut de responsable de traitement. Dans ce contexte, l'organisme de pension a également le statut de responsable de traitement.

Le responsable de traitement fournit à l'affilié les informations concernant le traitement légalement requises. L'affilié est supposé d'avoir informé ses bénéficiaires éventuels d'une couverture-décès au sujet du traitement de leurs données à caractère personnel pour autant qu'il soit nécessaire pour l'exécution de ce plan de pension. Quand le bénéficiaire, en application du plan de pension, exige une couverture-décès, le responsable de traitement lui fournira les informations concernant le traitement des données à caractère personnel légalement requises.

Les affiliés et leurs bénéficiaires peuvent s'adresser au Fonds Deuxième Pilier en tant que responsable de traitement (Boulevard Anspach 111 boîte 4 à 1000 Bruxelles) pour l'exercice de leur droit à l'accès, rectification, effacement, limitation et portabilité des données à caractère personnel.

Plus d'informations concernant la protection et le traitement des données à caractère personnel sont disponibles dans le Privacy policy, qui peut être consulté via <http://www.f2p302.be/data/fr/Privacypolicy%20250518.pdf> ou dont une copie peut être demandée via info@f2p302.be. "

Art. 16. Dans l'annexe 4 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail (règlement de solidarité), le point 3 est remplacé comme suit:

"3 Affiliation

Pour pouvoir prétendre aux prestations de solidarité, le travailleur, au moment où se produit l'événement ouvrant le droit, doit être occupé dans les liens d'un contrat de travail auprès d'un employeur tombant dans le champ d'application du régime de pension sectoriel social de l'organisateur. "

Art. 17. Dans l'annexe 4 à la convention collective de travail visée à l'article 2 de la présente convention collective de travail, le point 12 est remplacé comme suit:

"12 Application de la loi relative à la protection de la vie privée

Le Fonds Deuxième Pilier et ses fournisseurs de service externes doivent traiter les données à caractère personnel des affiliés et de leurs bénéficiaires en vue de l'exécution du présent plan de pension et afin de remplir les obligations légales conformément à la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires (LPC). Ce traitement se fait conformément à la législation applicable, entre autre le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD ou GDPR).

Le traitement des données à caractère personnel se fait seulement pour les objectifs de gestion et d'exécution du plan de pension cités précédemment.

Dans ce contexte, le Fonds Deuxième Pilier, en tant qu'organisateur, a le statut de responsable de traitement. Dans ce contexte, l'organisme de pension a également le statut de responsable de traitement.

Le responsable de traitement fournit à l'affilié les informations concernant le traitement légalement requises. L'affilié est supposé d'avoir informé ses bénéficiaires éventuels d'une couverture-décès au sujet du traitement de leurs données à caractère personnel pour autant qu'il soit nécessaire pour l'exécution de ce plan de pension. Quand le bénéficiaire, en application du plan de pension, exige une couverture-décès, le responsable de traitement lui fournira les informations concernant le traitement des données à caractère personnel légalement requises.

Les affiliés et leurs bénéficiaires peuvent s'adresser au Fonds Deuxième Pilier en tant que responsable de traitement (Boulevard Anspach 11.1 boîte 4 à 1000 Bruxelles) pour l'exercice de leur droit à l'accès, rectification, effacement, limitation et portabilité des données à caractère personnel.

Plus d'informations concernant la protection et le traitement des données à caractère personnel sont disponibles dans le Privacy policy, qui peut être consulté via <http://www.f2p302.be/data/fr/Privacypolicy%20250518.pdf> ou dont une copie peut être demandée via info@f2p302.be. "

Chapitre 4 : Durée de validité

Art. 18. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et a les mêmes modalités de préavis et de durée que la convention collective de travail enr. 110552 qui est modifiée par cette convention collective de travail.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2018, gesloten in het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel

Hoofdstuk 1 : Toepassingsgebied

Art.1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder “werknemers” verstaan de mannelijke en vrouwelijke werknemers.

Hoofdstuk 2 : Aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel

Art. 2. In de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, geregistreerd onder het nummer 110552/CO/302 en meermaals gewijzigd, worden de begrippen “de eindleeftijd” en “de einddatum” vervangen door “de pensioenleeftijd”.

Art.3. In de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt punt 3.1.2 vervangen als volgt :

“3.1.2. Aansluitingsdatum : de datum waarop de aangeslotene wordt aangesloten bij het sectoraal pensioenplan.”

Art. 4. In de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 3.1.14 vervangen als volgt :

“3.1.14. Werknemers : de mannelijke en vrouwelijke werknemers, aangeduid in de Dmfa- code met werknemerskengetal 011, 015, 024, 484 of 0495 (uitgezonderd die leerlingen die vanaf 1 januari van het jaar waarin ze 19 worden, behoren tot één van deze categorieën) en tewerkgesteld bij de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Hotelbedrijf en aangeduid in de Dmfa-code onder de werkgeverscategorie 017, met uitzondering van de gelegenhedswerknemers.”

Art. 5. In de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 5.2.2 vervangen als volgt :

“5.2.2. Voor stelsels van aanvullend pensioen met toezeggingen van het type “vaste bijdragen” wordt de gelijkwaardigheid gemeten aan de hand van de laagste werkgeversbijdrage per werknemer zoals die in het pensioenreglement van het ondernemingsplan is bepaald.

Tot 31/12/2018 is de aansluitingsdatum bij deze stelsels ten laatste de eerste dag van het kwartaal volgende op het kwartaal waarin de aangeslotene 23 jaar wordt.

Vanaf 1/1/2019 is de aansluitingsdatum de eerste dag van de tewerkstelling.”

Hoofdstuk 3 : Aanpassing van de bijlagen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2012 tot invoering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel

Art.6. In de bijlagen van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, met uitsluiting van bijlage 6, worden de begrippen “de eindleeftijd”, “de normale eindleeftijd” en “de einddatum” vervangen door “de pensioenleeftijd”.

Art. 7. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst (pensioenreglement), wordt aan punt 3 volgende paragraaf toegevoegd : “De pensionering van de aangeslotene sluit de aansluiting of het behoud van aansluiting bij het sectoraal pensioenstelsel uit, met uitzondering van de aangeslotene die op 1 januari 2016 reeds in de hoedanigheid van gepensioneerde bij het sectoraal pensioenstelsel was aangesloten.”

Art.8. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 4 vervangen als volgt :

“4 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

Voor aangeslotenen uit dienst getreden voor 1/1/2019 zijn de reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen verworven door de aangeslotene indien de aangeslotene gedurende minstens 220, niet noodzakelijk opeenvolgende, dagen over een periode van 12 opeenvolgende kwartalen heeft gewerkt.

Voor aangeslotenen in dienst op 31/12/2018 die op dat ogenblik nog niet aan de voorwaarde vermeld in de vorige alinea voldoen wordt deze voorwaarde als vervuld beschouwd op 1/1/2019 indien zij op 1/1/2019 nog in dienst zijn.

Voor aangeslotenen in dienst getreden na 31/12/2018 zijn de reserves die opgebouwd worden op de individuele rekeningen onmiddellijk verworven.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Afkoop der verworven rechten voor de pensioenleeftijd of vervroeging, voorschotten op de contracten en in pandgevingen zijn niet toegelaten.

Indien de aangeslotene of zijn rechthebbende(n) geen recht heeft (hebben) op de reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, worden deze bedragen in het financieringsfonds gestort.”

Art. 9. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 7.1 vervangen als volgt :

“7.1 De pensioenleeftijd

De pensioenleeftijd waarop het bedrag dat op de individuele pensioenrekening opgebouwd werd, opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

De uitkering op pensioenleeftijd aan de aangeslotene kan slechts gebeuren voor zover de aangeslotene effectief zijn wettelijk pensioen neemt.”

Art. 10. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 7.2 vervangen als volgt :

“7.2 Blijven werken na 65 jaar of verdaging van de pensioenleeftijd

Indien de actieve aangeslotene op de pensioenleeftijd zijn wettelijk pensioen nog niet heeft opgenomen en in dienst blijft van de werkgever, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe pensioenleeftijd vastgesteld door de eerdere pensioenleeftijd telkens met één jaar te verlengen.

De individuele verdaging van de pensioenleeftijd zal plaatsvinden volgens de door de verzekeringsinstelling bij de bevoegde controleautoriteit ingediende tarieven die in voege zijn op de datum van de verdaging.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen :

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de werkgever beëindigd wordt.

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de pensioenleeftijd en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering behoudens toepassing van punt 7.3 steeds op de pensioenleeftijd, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.”

Art. 11. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 7.3 vervangen als volgt :

“7.3 Vervroegde uitkering

De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 bekomen en voor zover hij niet meer in dienst is bij een werkgever waarop het sectoraal sociaal pensioenstelsel van toepassing is, in volgende omstandigheden:

- de aangeslotene neemt zijn vervroegd wettelijk pensioen
- de aangeslotene voldoet aan de overgangsmaatregelen inzake het moment van uitbetaling, opgenomen in de wet van 18 december 2015 tot waarborging van de duurzaamheid en het sociale karakter van de aanvullende pensioenen en tot versterking van het aanvullende karakter ten opzichte van de rustpensioenen.

De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de pensioenleeftijd mee.”

Art. 12. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden in punt 9 de volgende wijzigingen aangebracht:

- punt 9.1. wordt vervangen als volgt: “De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden in de situaties voorzien in artikel 3 §1, 11° a) van de WAP met dien verstande dat de uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een werkgever die onderworpen is aan dit pensioenreglement, om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de pensioenleeftijd, tenzij de aangeslotene binnen de twee trimesters het werk hervat bij een werkgever waarop dit pensioenreglement van toepassing is.”
- in punt 9.2 in de punten b en c na “hetzij de verworven reserve” telkens het volgende toegevoegd : “(ook indien deze € 150 of minder bedragen)”.

Art. 13. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 18.2 vervangen als volgt :

"18.2 Jaarlijkse informatie

Pensioenfiche

Ieder jaar stuurt de pensioeninstelling een papieren of elektronische pensioenfiche naar elke actieve aangeslotene. Ten laatste in 2020 wordt de pensioenfiche enkel nog elektronisch consulteerbaar door de actieve aangeslotene die het recht behoudt de vraag te stellen om de pensioenfiche op papier te ontvangen.

Aan de slapers wordt ieder jaar een elektronische pensioenfiche ter beschikking gesteld.

De pensioenfiche bevat de volgende informatie:

Algemene informatie

de vermelding van de betrokken aangeslotene met zijn rijksregisternummer, de vermelding van de sectorale inrichter met KBO-nummer, de vermelding van de pensioeninstelling met haar KBO-nummer, de vermelding van het pensioenplan waarop de fiche betrekking heeft

Deel 1:

- het bedrag van de verworven reserves op 1 januari. Dit bedrag wordt verder opgesplitst in:
 - o het bedrag van de verworven reserves op 1 januari opgebouwd met werkgeversbijdragen;
 - o het bedrag van de verworven reserves op 1 januari opgebouwd met werknemersbijdragen;
- als het bedrag verkregen op basis van de wettelijke rendementsgarantie hoger is dan het bedrag van de verworven reserves, dan zal op de pensioenfiche ook het bedrag van de rendementsgarantie vermeld worden. De aangeslotene heeft in elk geval recht op het hoogste van de twee bedragen;
- het bedrag van de verworven prestaties op 1 januari, voor zover dit berekenbaar is;
- de pensioenleeftijd die in het pensioenreglement is vastgelegd en waarmee de aanvullende pensioenrechten worden berekend;
- de herberekeningsdatum;
- een raming van de prestatie op de pensioenleeftijd (ook verwachte prestatie genoemd);
- het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari;
- de vermelding of er een wezenrente is voorzien in het pensioenplan;
- de vermelding of er een aanvullende overlijdensdekking is bij overlijden door ongeval.

Deel 2:

- het actuele financieringsniveau van de verworven reserves en de rendementsgarantie. Deze informatie geeft aan of uw aanvullende pensioenrechten volledig gefinancierd zijn;
- het bedrag van de verworven reserves van het vorige jaar;
- de variabele elementen waarmee bij de berekening van de verworven reserves en de verworven prestaties rekening wordt gehouden;
- de vermelding bij wie u het pensioenreglement kan opvragen: bij de pensioeninstelling of sectorale inrichter;
- de vermelding dat men de gegevens met betrekking tot het aanvullend pensioen kan raadplegen via de website www.mypension.be.

Historisch overzicht

Op eenvoudig verzoek van de aangeslotene deelt de pensioeninstelling een historisch overzicht mee van het bedrag van de verworven reserves en, als het bedrag verkregen op basis van de wettelijke rendementsgarantie hoger is dan het bedrag van de verworven reserves, het bedrag van de rendementsgarantie.

Informatie betreffende de te verwachten prestatie

Voor alle aangeslotenen vanaf de leeftijd van 45 jaar deelt de pensioeninstelling tenminste om de vijf jaar het bedrag mee van het bij pensionering te verwachten kapitaal op de pensioenleeftijd.

Deze mededeling geldt niet als kennisgeving van een recht op een aanvullend pensioen.”

Art. 14. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt in punt 19 “de reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken” geschrapt.

Art. 15. In bijlage 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 20 vervangen als volgt :

“20 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Het Fonds Tweede Pijler en diens externe dienstverleners dienen de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigden te verwerken met het oog op de uitvoering van onderhavig pensioenplan en teneinde de wettelijke verplichtingen te vervullen overeenkomstig de Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen (WAP). Deze verwerking gebeurt conform de toepasselijke reglementering, onder meer de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG of GDPR).

De verwerking van persoonsgegevens gebeurt enkel voor de hiervoor vermelde doeleinden van beheer en uitvoering van het pensioenplan.

In deze context heeft het Fonds Tweede Pijler als inrichter een statuut van verwerkingsverantwoordelijke. Ook de pensioeninstelling heeft in deze context het statuut van verwerkingsverantwoordelijke.

De verwerkingsverantwoordelijke verstrekt aan de aangeslotene de wettelijk vereiste informatie over de verwerking. De aangeslotene wordt geacht zijn eventuele begunstigden van een overlijdensprestatie geïnformeerd te hebben over de verwerking van hun persoonsgegevens voor zover dit nodig is voor de uitvoering van dit pensioenplan. Wanneer de begunstigde een overlijdensprestatie opeist in toepassing van het pensioenplan, zal de verwerkingsverantwoordelijke aan de begunstigde de wettelijk vereiste informatie verschaffen betreffende de verwerking van de persoonsgegevens.

De aangeslotenen en hun begunstigden kunnen zich wenden tot het Fonds Tweede Pijler als verwerkingsverantwoordelijke (Anspachlaan 111 bus 4 te 1000 Brussel) voor de uitoefening van hun recht op toegang, rechtzetting, wissing, beperking en overdracht van persoonsgegevens.

Meer informatie inzake de bescherming en verwerking van de persoonsgegevens is beschikbaar in de Privacy policy, die kan geraadpleegd worden via <http://www.f2p302.be/data/nl/Privacypolicy%20250518.pdf> of waarvan een kopie kan worden gevraagd via info@f2p302.be.”

Art. 16. In bijlage 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst (solidariteitsreglement), wordt punt 3 vervangen als volgt :

“3 Aansluiting

Om aanspraak te kunnen maken op de solidariteitsprestaties dient de werknemer, op het ogenblik van de gebeurtenis die het recht opent tewerkgesteld te zijn met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal pensioenstelsel van de inrichter valt.”

Art. 17. In bijlage 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 2 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, wordt punt 12 vervangen als volgt :

“12 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Het Fonds Tweede Pijler en diens externe dienstverleners dienen de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigden te verwerken met het oog op de uitvoering van onderhavig pensioenplan en teneinde de wettelijke verplichtingen te vervullen overeenkomstig de Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen (WAP). Deze verwerking gebeurt conform de toepasselijke reglementering, onder meer de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG of GDPR).

De verwerking van persoonsgegevens gebeurt enkel voor de hiervoor vermelde doeleinden van beheer en uitvoering van het pensioenplan.

In deze context heeft het Fonds Tweede Pijler als inrichter een statuut van verwerkingsverantwoordelijke. Ook de pensioeninstelling heeft in deze context het statuut van verwerkingsverantwoordelijke.

De verwerkingsverantwoordelijke verstrekt aan de aangeslotene de wettelijk vereiste informatie over de verwerking. De aangeslotene wordt geacht zijn eventuele begunstigden van een overlijdensprestatie geïnformeerd te hebben over de verwerking van hun persoonsgegevens voor zover dit nodig is voor de uitvoering van dit pensioenplan. Wanneer de begunstigde een overlijdensprestatie opeist in toepassing van het pensioenplan, zal de verwerkingsverantwoordelijke aan de begunstigde de wettelijk vereiste informatie verschaffen betreffende de verwerking van de persoonsgegevens.

De aangeslotenen en hun begunstigden kunnen zich wenden tot het Fonds Tweede Pijler als verwerkingsverantwoordelijke (Anspachlaan 111 bus 4 te 1000 Brussel) voor de uitoefening van hun recht op toegang, rechtzetting, wissing, beperking en overdracht van persoonsgegevens.

Meer informatie inzake de bescherming en verwerking van de persoonsgegevens is beschikbaar in de Privacy policy, die kan geraadpleegd worden via <http://www.f2p302.be/data/nl/Privacypolicy%20250518.pdf> of waarvan een kopie kan worden gevraagd via info@f2p302.be.”

Hoofdstuk 4 : Geldigheidsduur

Art. 18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2019 en heeft dezelfde duur en opzegmodaliteiten als de collectieve arbeidsovereenkomst reg. 110552 die door deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gewijzigd.